

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 227  
VENDREDI 5 MAI 1950  
LE NUMERO : 10 francs

Internationale Anarchiste

Fondé en 1895  
par Louise MICHEL  
et Sébastien FAURE

Faute de mieux  
on veut revenir  
à l'arbitraire  
obligatoire

## L'HOMME RÉVOLUTIONNAIRE

A situation sociale et politique présente effraye de nombreux pseudo-intellectuels. Certains s'abandonnent à un fatalisme désespérant, d'autres, plus rigoureux, affirment que rien n'est perdu grâce à la réalité permanente de l'homme. Ce qui ne signifie rien. Si les premiers ont tort de s'installer dans un quotidien d'acceptation implicite, l'abaissement stupide, les seconds dépensent en vain une précieuse énergie. Et les deux symbolisent un intellectualisme étranger aux possibilités de réaction d'une société lancée vers les gouffres.

Isoler l'homme de son milieu c'est répondre par une abstraction spirituelle à l'abstraction bureaucratique. Voilà ce qui nous plonge dans la perplexité tant il est vrai que l'homme devient insaisissable si l'on ne saisit en même temps les normes sociales qui le lient. Et c'est pourquoi le retrouver n'est pas à la mesure de quelque affirmation sur sa permanence, encore moins à celle de l'idéologie politique, mais à la mesure de la lutte incessante pour l'abolition d'institutions dont la malaisance n'est plus à démontrer. Ainsi se découvre au cœur du problème l'impératif révolutionnaire et l'obligation où se trouve chacun d'accepter sa ruine et sa mort ou d'accepter le combat.

La réalité permanente de l'homme considérée sous cet angle prend alors toute sa signification. Les classes, les revenus différents, les traditions, les hiérarchies tombent comme des feuilles mortes autour de ceux qui acceptent le combat. L'homme est retrouvé, c'est l'homme révolutionnaire.

Nous avons toujours maintenu que les peuples n'ont pas à prendre part dans la querelle qui oppose les diplomates et les stratèges de Moscou à ceux de Washington. Et de bons esprits de nous reprocher une neutralité qui ne saurait nous éviter d'être broyés en cas de guerre.

Mais il ne s'agit pas d'être neutres car les neutres sont ceux qui partent à la tuerie comme bestiaux à l'abattoir.

Il s'agit de choisir : ou s'abandonner au courant des événements qui risquent de nous mener droit à une conflagration planétaire et imiter les troupes disciplinées des deux camps affrontés ou opposer la révolution au délire collectif.

Il faut prendre parti, le parti de la révolution non avec des mots, avec des proclamations, des gestes symboliques et isolés qui ne résolvent rien, mais par le combat contre les causes mêmes de la guerre : l'inégalité sociale et l'autoritarisme.

La seule force capable d'enrayer le monstrueux destin que l'on nous prépare est l'apparition dans un pays stratégiquement important — et nous pensons à la France — d'une organisation sociale du type libertaire. La conséquence d'un tel bouleversement aurait des répercussions incalculables non seulement dans les chancelleries mais surtout parmi les peuples.

En effet les Soviets et les U.S.A. auraient un intérêt commun à écraser la révolution sociale, car pour les premiers elle serait un démenti éloquent à l'impérialisme étatique, pour les seconds elle priverait la zone atlantique d'un pays devenu d'autant plus important que son exemple risquerait d'être imité ailleurs, en Italie, voire en Espagne. Et seuls les naifs pourraient alors s'étonner de voir les deux colosses joindre leurs efforts pour essayer d'enrayer le « fleau ». Mais oseraient-ils se démasquer ainsi ? Ne serait-ce provoquer au contraire des soulèvements, une renaissance spontanée et massive de l'Internationale ? Les problèmes que poserait alors le maintien du système capitaliste et du bolchevisme seraient tels que les menaces de guerre disparaîtraient.

La guerre sociale seule riposte efficace à la guerre demeure donc le dernier espoir des hommes. Et c'est pourquoi l'homme ne peut affirmer aujourd'hui sa permanence que s'il est révolutionnaire.

## LE GOUVERNEMENT COMPLICE DU PATRONAT

### SALAIRES

L'Etat-Patron contrôlant quarante pour cent de l'économie ne peut se désintéresser du problème des salaires. Il se retrouve bon gré mal gré du côté du patronat et avec d'autant plus de poids que l'Etat-Financier, lui, s'oppose à un nouveau palier de hausse qui jetterait bas toute sa politique dite « d'équilibre ». Et c'est pourquoi nous voyons réapparaître l'arbitrage obligatoire repoussé, il n'y a pas si longtemps, par le Parlement. L'idée gagne du terrain et connaît déjà la faveur de M. Bacon. Ainsi ce qui hier ne valait rien, se pare soudain de vertus nouvelles, et en attendant que l'on nous explique comment les salaires pourront être déterminés par la productivité, l'Etat, secondé par des « représentants » ouvriers triés sur le volet, arbitrerait les conflits. Voilà donc la dernière trouvaille. Elle est de taille, ne nous y trompons pas.

Le problème des salaires et des prix est en permanence sur la scène politique. Devenu encombrant au possible, le gouvernement est de plus en plus tenté de le résoudre par la force, c'est-à-dire au bénéfice de l'Etat et du Patronat. Après un dirigisme qui ne favorisait que les classes possédantes, on en est revenu au libéralisme avec les conventions collectives qui, de l'aveu même de M. Bacon, ministre du Travail, sont un échec à peu près complet. D'autre part, la comédie s'éternise autour de la fixation du salaire minimum et du minimum vital, deux choses différentes, paraît-il.

Si l'arbitrage obligatoire est voté, (et pour peu qu'un gouvernement nettement réactionnaire soit au pouvoir) alors la grève aura trouvé ce fameux « cadre des lois » que la Constitution n'a pas formulé. L'obligation de soumettre les différends sociaux à un arbitrage officiel qui sera nécessairement partisan (sinon le gouvernement n'en voudrait pas) sera une atteinte directe

par ERIC-ALBERT

au droit de grève. La sentence rendue, les travailleurs devront s'incliner. S'ils refusent, s'ils débattent, on parlera alors de violation de la « légalité », de mouvement subversif, on agitera la menace stalinienne, on réclamera « l'ordre » à grands cris, et la répression, renforcée

par cette véritable loi scélérates, s'abattra plus durement que jamais.

Paralysé par leur orthodoxie financière et économique, soucieux de maintenir les privilèges, le budget de guerre, de prolonger la tuerie d'Indochine, voulant éviter une hausse des prix qui porterait un préjudice considérable aux exportations, sources de dividendes importants, le gouvernement, et derrière lui le parlement, entend conserver le statu-quo. Et il veut tourner l'impossibilité de résoudre le problème des salaires au moyen de la force.

Le jésuitisme du M.R.P., la lâcheté des chefs socialistes, l'esprit réactionnaire de la droite, et brochant sur le tout, le désir commun à tous de se conformer aux volontés de Truman, accélèrent le glissement de la tendance politique vers un néo-dirigisme social qui impose un patronat rendu combattif par la dislocation des forces ouvrières. Nous nous acharnons vers un système libéral pour les prix, libéral pour les possédants, et tyrannique pour les travailleurs.

Au moment où de toute part l'on s'efforce de généraliser le travail aux pièces, que certains décorrent du nom de productivité, le gouvernement stocke le beurre afin de maintenir les hauts cours, envisage une hausse massive sur le gaz, sans doute aussi sur les tarifs de la S.N.C.F. D'autre part, il s'apprête à des économies dont l'instruction publique doit supporter l'atteinte la plus grave, alors qu'il n'est nullement question d'écorner un tant soit peu l'énorme budget de guerre et que l'on a « oublié » les mille milliards dilapidés par ces « Messieurs », ainsi que nous l'a révélé,

il y a plus d'un an, le rapport de la Cour des Comptes.

Contradictions qui s'expliquent, si l'on distingue, dans la politique des salaires, la volonté de promouvoir une nouvelle classe de travailleurs qualifiés et bien rémunérés grâce à un travail harassant où toute notion de limitation horaire serait éliminée. Ainsi atteindrait-on deux buts. Premièrement : provoquer une sorte de scission entre ces travailleurs (stakhanovistes nouveau genre) et le reste d'une population laborieuse domptée par l'arbitrage obligatoire et tenue dans un état voisin de la misère. Secondement exporter les surplus, invendables à l'intérieur à cause du bas niveau des salaires, et s'assurer une place satisfaisante sur les marchés internationaux. Ajoutons que cette politique permettrait encore d'assurer au franc la stabilité, au budget l'équilibre, au patronat de larges bénéfices.

En bref, la tendance qui se dégage d'une analyse même sommaire de la conjoncture économique et sociale est la volonté de sacrifier les travailleurs à l'exportation, afin que le Plan Marshall venant à expiration, la France puisse se suffire à elle-même.

Mais nous savons qu'en vérité, cela n'est qu'un prétexte. A qui fera-t-on croire que nos exportations puissent balancer nos importations ? Il y a bien longtemps que la balance du commerce extérieur est déficitaire, surtout dans la zone dollar. Seule en Europe, l'Angleterre est créditrice en dollars (40 millions), mais au prix d'une politique d'austérité dont les ouvriers ont fait et continuent à faire les frais.

Sans doute veut-on en France imiter Sir Stafford Cripps, et profiter de l'occasion pour écraser définitivement les revendications les plus élémentaires, provoquer une renaissance de la loi d'airain, réduire les producteurs à l'état de robots.

Plus que jamais, devant cette menace, devant l'autre menace, la guerre, l'action révolutionnaire, l'action gestionnaire s'imposent si nous ne voulons pas voir s'établir un système qui n'aura plus rien à envier à celui de Staline ou de Franco.

## Autour des forces qu'éveille la tragédie sociale

par ZINOPOULOS

Les circonstances sociales montrent clairement que nous nous dirigeons à grand pas vers une impasse. Le gouvernement est impatient d'appuyer sur la gâchette chaque fois que les revendications ouvrières l'arrachent de sa somnolence ; De Gaulle, le dictateur, attend son heure, espérant que la décomposition du régime lui livrera la chambre aux machines du pouvoir. Les stalinistes qui fétichisent le mot de communisme utilisent les mystères ouvriers comme autant d'armes de combat pour arriver à leurs fins : Donner à Staline ou à ses successeurs un nouveau fleuron pour servir la couronne de l'Empire « socialiste ».

Les circonstances exigent que nous sachions ce qu'il faut faire pour ne pas tester dans l'impasse et pour, au moment où les travailleurs s'interrogeront sur les méthodes à employer pour déchiffrer les soupçons du ténia capitaliste et étatique.

Puisqu'il faut utiliser des moyens existants et non pas les armes de la fantasia et de l'imagination, l'observation de la structure économique industrialisée en France nous permet de dégager trois formes économiques :

1° Direction fédérale ;

2° Unité d'entreprise ;

3° Propriété sociale.

Aux organisations ouvrières syndicalisées de régler ces trois questions essentielles qui représentent le triangle sur lequel va se poser la nouvelle armature sociale.

La direction fédérale implique la gestion ouvrière des entreprises et la coordination de ces entreprises faites par un conseil fédéral rassemblant tous les délégués d'entreprise. De ce fait ce conseil fédéral prend la direction économique de l'industrie et statue non pas d'après des bases démagogiques, mais sur des bases techniques, de la fixation de la durée de travail et du chiffre des traitements. Ainsi sera très rapidement réglée la question du chômage, la question des salaires, la question des retraites.

Cette façon d'organiser l'industrie trouvera son équivalent dans l'agriculture, débouché traditionnel, réservoir de matières premières et de denrées alimentaires, débouché de produits industriels. Dans les premiers temps de la gestion ouvrière nous laissons le prix des produits au même niveau, seulement les dividendes des sociétés anonymes, les appointements substantiels des conseils d'administration, serviront à élever le taux des salaires. De ce fait avec le moins de difficultés, nous passons la période névralgique et dangereuse où il faut que les travailleurs aient le plus de satisfactions pour avoir le cœur de faire face aux assauts violents de l'Etat qui montrera rageusement les dents et fera l'usage maximum de sa force.

Pour ce qui est de la création de l'unité d'entreprise, entendons par là que nous brisons le caractère concurrentiel de la production capitaliste, nous récupérons en conséquence les forces qui se perdent dans la lutte que se livrent une multitude d'entreprises, pour survivre.

Les comités syndicaux gèrent les entreprises, le comité fédéral unifie leurs activités dans l'ensemble industriel, sans se soucier des notions de pertes ou de gains qui sont des valeurs capitalistes. L'entreprise ne sera plus une pépinière à dividendes ou à subventions mais une fonction sociale, un instrument rendant possible la satisfaction des besoins des consommateurs.

Chaque entreprise aura ses fournisseurs en l'occurrence les fédérations spécialisées dans la fabrication de l'outillage et l'extraction des matières premières et cette masse de produits à usiner, à transformer, sera livrée à crédit comme cela se fait dans le système capitaliste, pour simplifier la production. La banque syndicale escomptera les marchandises des fédérations expéditrices, ainsi ces dernières disposeront de suite de la monnaie équivalente aux marchandises livrées pour payer les salaires et retenir la part devant revenir aux fonds d'investissement pour l'usure et le renouvellement de l'outillage.

(Suite page 2, col. 3.)

### LE DERNIER ESPOIR

Chacun sent plus ou moins confusément qu'il s'agit aujourd'hui de poser le problème social dans toute son ampleur et d'en accepter les conséquences sous peine d'être anéanti par le totalitarisme et la guerre. C'est pourquoi notre campagne, pour la grève gestionnaire, a soulevé dans tous les milieux syndicaux et ouvriers de nombreux échos. Si le « Libertaire » venait à disparaître, le dernier espoir des hommes libres disparaîtrait avec lui. Ne l'oubliez pas ! Envoyez les fonds à : Joulain, 145, quai de Valmy, C.C.P. 5561-76, Paris.

## LE CONGRÈS D'ARCACHON SYNDICALISME ETUDIANT

L'UNION NATIONALE des Etudiants (U.N.E.F.), centrale réformatrice officielle, a tenu, durant les vacances de Pâques, son Congrès annuel, dans la ville d'Arcachon. Par suite de la maladresse des Staliniens, la coalition R.P.F. Catholiques, Protestants, s'est emparée du Bureau National, a confirmé le retrait de l'Union Internationale des Etudiants (U.I.E.) et a réussi à se faire accepter sur un programme qui est un chef-d'œuvre de platitude, galvaudant les notions de paix, de liberté, d'indépendance et d'anticolonialisme.

Détail significatif, des délégués yougoslaves titistes purent prendre la parole et inviter De Bernis, le nouveau président, à visiter la Yougoslavie. Ceci, évidemment, à la grande fureur des Moscovitaires, qui démontrèrent la présence de centaines d'étudiants stalinien-

lutionnaires, claires et approfondies portant sur tous les domaines de la vie : questions économiques, sociales, psychologiques, éducatives, sexuelles, etc... 2° L'ACTION : participation active à toutes les manifestations collectives directes qui se réclament d'objectifs sociaux : anticolonialistes, antifranquistes, antigouvernementaux, etc...

Cette participation est active en ce qu'elle révèle la combativité, le sens de la cohésion et la maturité sociale des éléments révolutionnaires. Maturité qui se traduit par la substitution de mots d'ordre valables aux slogans initiaux.

3° LA COORDINATION : Regroupement de ces étudiants dans un organisme spécifique qui a pour tâche, d'une part de coordonner l'action des militants dans les diverses organisations et de leur permettre d'élaborer en commun les positions qu'ils défendent et les

par Charles DEVANÇON

dans les prisons de Tito. Quand on sait que l'U.I.E. (Stal.) au cours de son dernier Congrès, avait accepté l'arrestation des délégués yougoslaves par la Gestapo Démocratique Populaire, et quand on se souvient que stalinien et titiste réunis, avaient passé sous silence l'incarcération des étudiants de la Fédération Anarchiste de Mongolie, et de la Fédération Anarchiste-Communiste bulgare, tels que Ivanov Slaveyko (1), la situation recouvre son véritable aspect. A chacun son tour, Messieurs les dialecticiens ! auraient pu dire les étudiants anarchistes, s'ils avaient eu le mauvais goût de s'égayer dans le cloaque d'Arcachon.

Heureusement, nos camarades font tâche plus féconde face aux forces d'exploitation sociale. Comment leur lutte se conçoit-elle ?

Actuellement, dans une période où le climat social n'est pas encore favorable à un regroupement révolutionnaire massif, l'action émancipatrice chez les étudiants présente les trois aspects suivants :

1° L'ESPRIT : Education de la base par le militantisme d'une part dans la masse inorganisée, d'autre part dans les minorités actives formant toutes les organisations existantes, aussi réformatrices soient-elles.

Cette éducation consiste en un « débouillage de crâne » systématique, complété par l'explication de notions révo-

lutionnaires, claires et approfondies portant sur tous les domaines de la vie : questions économiques, sociales, psychologiques, éducatives, sexuelles, etc...

2° L'ACTION : participation active à toutes les manifestations collectives directes qui se réclament d'objectifs sociaux : anticolonialistes, antifranquistes, antigouvernementaux, etc...

Cette éducation consiste en un « débouillage de crâne » systématique, complété par l'explication de notions révo-

(1) Voir « Quand le socialisme s'échoue » Libertaire du 28-4-50.  
(2) Voir « L'éducation en danger » Libertaire du 28-4-50.

## JOLIOT-CURIE : SUPPORT PUBLICITAIRE P. C. F.

L y a plus d'un an, le 5 janvier 1949, M. Joliot-Curie, au banquet de la presse anglo-américaine déclarait en substance que jamais un communiste français occupant un poste administratif ou scientifique ne communiquerait à une puissance étrangère QUELLE QU'ELLE SOIT des informations qui ne lui appartiennent pas.

Plus tard, il fit un pèlerinage à Moscou. Ensuite, vint le congrès de Genève où il apporta son approbation entière à la motion finale : soutien inconditionnel de l'U.R.S.S., approbation qu'il appuya par la déclaration suivante : « Jamais les scientifiques progressistes et communistes ne donneront une parcelle de leur science pour faire la guerre à l'Union soviétique... »

\*

La première déclaration qui fut soigneusement passée sous silence par la presse stalinienne avait sans doute réveillé de fâcheux souvenirs, notamment l'attitude si peu orthodoxe de M. Joliot-Curie à l'époque du pacte germano-soviétique. On se souvient qu'il avait dénoncé ce pacte le 31 août 1939 et signé le manifeste des intellectuels « déçus et meurtris par la volte-face qui a rapproché l'U.R.S.S. des dirigeants nazis... »

M. Joliot-Curie, coupable donc d'une seconde « déviation », s'est vu contraint de se démentir implicitement (c'est tout ce que Staline put obtenir, la France n'étant pas encore le pays des « purges »). En effet, le refus de communiquer des résultats à une nation étrangère quelle qu'elle soit, s'inscrit à l'actif d'une choquante neutralité ; mais refuser de donner une parcelle de sa science pour faire la guerre contre la seule Union soviétique, c'est accepter d'autres guerres, par exemple une guerre « défensive » contre tout « agresseur » de ce pays. Si M. Joliot-Curie avait simplement ajouté à sa phrase « ...contre l'Union soviétique ainsi que contre toute autre nation », il n'y aurait pas eu d'équivoque, le savant aurait été très probablement désavoué par le P.C.F. et M. Bidault contraint de s'incliner.

M. Joliot-Curie s'est placé officiellement, lui et sa science, dans le bloc Est, et sur ordre de son parti.

Nous l'avons déjà dit : les Staliniens, parmi les travailleurs, ont besoin de victimes. Et dans les classes intellectuelles un support publicitaire de la taille d'un Joliot-Curie est une affaire extrêmement intéressante. Elle est le complément indispensable d'une campagne destinée à promouvoir le rassemblement de tous les « républicains » autour du P.C.F., « dernier rempart de la liberté ».

Nous ne voulons pas nous appesantir (Suite page 2, col. 1.)



### Abonnez-vous

Nom : .....  
Prénom : .....  
Rue : ..... N° .....  
Lieu : .....  
Département : .....  
déclare souscrire un abonnement au Libertaire pour une durée de  
6 mois (1)..... 250 fr.  
1 an (1)..... 500 fr.  
et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561-76 Paris, Robert Joulain.  
(1) Barrer la mention inutile.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULAIN, 145, quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre  
25 francs et la dernière bande



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## Un événement sans précédent : MOMO A 50 ANS

concurrence déloyale des gens de Rome. Dans la crèche, M. Léon Mauvais, doyen des évêques, S.E. Marcel Cachin, de sa voix chevrotante, chantait des cantiques pendant que M. Yves Farges servait (scandale !) des vins de messe.

Sous la haute autorité du « trône » de la S.N.C.F. composé de MM. Tournemaine, Dupuy et Cragier, un wagon salin construit par les chemins de fer fut offert au gros Maurice. Ce qui valut à Robert Mancau, député cheminot de la Sarthe, de recevoir une demande d'explication écrite pour avoir confondu le nez de Tournemaine avec le feu rouge de ce train présidentiel.

Mais l'événement qui combla de bonheur le vénérable Maurice se fut la nuit d'amour que lui offrit la Jeanne d'Arc de la religion Ste-Jeanette, qui n'en continue pas moins à être appelée « La pucelle d'Ivry ». L'événement fut télévisé par tous les radios des démocraties populaires. Ste Jeanette était étendue dans un lit somptueux et offrait sa chaire au grand cardinal, près de la couche un litier en or rouge orné d'une faulx et d'un marteau faisait office de bidet.

Le maître, pris la sainte dans ses bras et commença à la couvrir de caresses. A ce moment, l'émission fut suspendue, le reste des opérations devant rester strictement intime.

Lorsque l'émission reprit, Momo était rouge et semblait épuisé. Il se ressaisit vivement pour assister à un feu d'artifice atomique monté de main de maître, par Joliot-Curie.

Et la cérémonie se termina par le sacrifice d'un traître enfermé depuis plusieurs années à Karaganda et qui fut défilé à la hache.

M. Citerne déborda alors au cri de : « Staline est grand et Maurice Thorez est son prophète. »

RAYMOND.

(1) Staline est en effet le père du peuple dont Thorez est le fils.

# Autour des forces qu'éveille la tragédie sociale

## ORGANISATION SIMPLIFIÉE

Les 2.000 sociétés anonymes écumant la grande industrie disparaîtront pour être remplacées par un système copiant ce qu'elles avaient de bien, retranchant ce qui était nuisible.

Ainsi disparaîtront les innombrables parasites qui trouvent leur justification dans le système tel qu'il fonctionne. Ainsi disparaîtront les centaines de milliards de titres émis qui, chaque année, pompent la sueur de la collectivité.

Par la même occasion, spéculation, agio, vente, révente de titres, commissions, agents de change, tout cela disparaîtra et la moralité tant invoquée retrouvera ses droits.

Les banques d'affaires, les banques d'escompte à court ou à long terme, les contrats passés avec les entreprises, les opérations plus ou moins frauduleuses, toujours louches ou abusives, cet appareil complexe et tâtillon est stoppé, les rouages utilisables pour la syndicalisation prolétarienne de la grande industrie, sont remis en marche.

La propriété sociale permettrait de se libérer de la propriété individualiste des moyens de production.

Le Comité syndical non freiné par la question des débouchés et des besoins solvables comme c'est le cas pour le conseil d'administration capitaliste, pourrait utiliser sans obstacle les vastes moyens du machinisme, moyens stérilisés actuellement par l'économie capitaliste, quoiqu'elle soit agrippée à la concurrence des marchés étrangers en particulier, l'obligant à produire beaucoup à des prix acceptables, à utiliser en conséquence quelques ressources du machinisme abouissant dans leurs mains, à transformer les salaires en dividende, les salariés en parias, les chômeurs en quémandeurs de la charité de l'Etat. Les syndicats pourraient, avec la libre disposition du sol, non paralysé par la propriété juridique, faire disparaître les taudis, cette lepre des agglomérations urbaines, et construire selon les vœux audacieux des urbanistes, tel Le Corbusier.

Et cela s'accomplira que MM. les rétrogrades le veuillent ou non, beaucoup plus d'ailleurs par nécessité que par force ou persuasion.

Il sera aisé de syndicaliser la grande culture, d'exproprier les expropriateurs vivant de jachères, de métagages, de redevances et de loyers. Les 3 millions et plus de journaliers ne verront pas d'inconvénients à travailler en exploitation collective avec les conseils d'agronomes et de chimistes, cette terre qu'héritages, donations, privilèges, ont fragmentée. Leur gagne-pain souvent mal assuré actuellement, sera garanti comme un droit.

Pour ce qui est des parcelles de terre empêchant le regroupement dans un seul tenant, les petits cultivateurs seront soit indemnisés, soit recevront des terres contiguës à celles qu'ils cultivent avec leur famille.

Le comité syndical agricole siègeant au canton fera exécuter par la fédération urbaine du bâtiment les travaux de génie rural, nivellement, hydraulique agricole, voies de communications, construction de bâtiments, tandis que la fédération de la métallurgie fournira le machinisme agricole dont les exploitations auront besoin.

Par cette réforme agraire enfin accomplie, déracinant les privilèges et les profits parasitaires, il sera possible d'utiliser les centaines de milliards de rentes de fermages, pour augmenter les salaires, les retraites des vieux travailleurs et payer les travaux d'installation et l'outillage.

Le regroupement des terres, l'utilisation du machinisme, sans pour cela maltraiter biologiquement la terre qui est un être vivant, aboutiront à libérer plusieurs centaines de milliers de journaliers qui pourront s'occuper dans d'autres corps de métier et, par la suite, réduire de quelques heures la durée du travail.

## DE LA VENALITÉ A L'ECHANGE DES SERVICES

La direction syndicale, l'unité d'entreprise, la propriété sociale, qui représentent, nous l'avons vu, les trois pierres angulaires de l'industrie et de l'agriculture, devront aussi se répéter dans le commerce.

Dans le commerce on compte, en principe, trois grandes catégories de marchands :

Les marchands de produits alimentaires.

Les marchands d'articles tout fabriqués comme vêtements, chaussures, bicyclettes, etc...

Les marchands qui vendent l'ameublement et tous les produits connexes.

Les employés de ces trois branches commerciales constitueront des comités syndicaux chargés de gérer les maisons patronales. Le Louvre, le Bon Marché, le Printemps, auront chacun un comité syndical s'occupant des approvisionnements, fixant les salaires, la durée de travail d'après une norme nationale valable dans toute la corporation.

L'unité d'entreprise fera disparaître le nombre absurde des magasins de vente convertis en percepteurs de l'Etat et facteurs de hausse des prix et les tromperies sur la qualité et la quantité n'auront plus de justification, l'étalon de gain et de perte n'étant plus une mesure économique dans un système où la production, la répartition, la distribution, seront à stades successifs d'une fonction sociale.

On compte 110.000 épiceries et plus peut-être depuis la « liberté commerciale ».

Les 400.000 débits de boissons, cafés, débits, bars, sans parler des hôtels borgnes, sales, pépinières de tuberculose et de syphilis. Dans tout cela il sera possible de jeter la hache de l'ordre, de l'hygiène, du confort et du pratique.

Les trois-quarts de tout cela, maisons inutilisées et mal installées, seront supprimées, ce qui aboutira à réduire le personnel et à diminuer les prix. L'excédent de personnel sera viré vers la production, ce qui contribuera à réduire la durée du travail social.

Ainsi seraient supprimés intermédiaires et détaillants qui s'enrichissent en cinq ans, en volant le consommateur ou en faisant payer trop cher leurs services. Ainsi disparaîtront les nombreux représentants qui ont tant de peine à ouvrir des débouchés aux entreprises capitalistes vu la modicité du pouvoir d'achat des consommateurs.

Plus de frais de réclame, plus de loyers bancaires pour l'escompte des factures, plus de bénéfices faciles où les prix de vente atteignent parfois le triple du prix de fabrication. Les prix au consommateur final contiendront seulement, comme c'est normal, en plus du coût de production, les frais de transports, les salaires des manutentionnaires et des vendeurs et les loyers, dégonflés de nombreux frais capitalistes et fiscaux.

Avec la disparition de la multiplicité des entreprises commerciales disparaîtront un grand nombre d'improductifs qui, certes se dépensent pour gagner leur vie mais n'auront plus de raison d'être après le raccourcissement de la distance entre la production et la consommation. L'économie, avide de bras et d'initiatives, les emploiera ailleurs en leur donnant la sécurité du lendemain.

Et le commerce extérieur ? Comment sera-t-il possible, dira-t-on, si on supprime cette ramification commerciale, ces grandes sociétés import-export ?

Eh bien, le système commercial capitaliste lui-même nous indique de quelle manière il faudra s'y prendre !

Les fédérations industrielles et agricoles organiseront des agences spécialisées dans ce travail. Agence des textiles, de la métallurgie, des mines, des denrées agricoles, qui séjourneront dans les pays étrangers où des échanges seront envisagés. Le personnel de ces agences instruit des mœurs et coutumes, de la technique et de la législation des pays dans lesquels il se trouverait, pourrait remplir sa tâche aussi bien que les attachés commerciaux actuels sinon mieux, et étudier les débouchés possibles dans les deux sens.

Dans ce domaine aussi, la suppression des consignataires, commissionnaires, courtiers, intermédiaires, spéculateurs, allégera le prix des matières premières et des articles importés. Nous n'assisterons plus à l'exportation de produits qui manquent aux consommateurs nationaux parce que les capitalistes trouvent sur certains marchés étrangers des prix plus intéressants.

Aussi disparaîtront les recettes de l'Etat destinées à faire des cadeaux aux grandes sociétés : droits prohibitifs à l'importation, primes à l'exportation, dumping, droits fiscaux et les mille vexations de la douane.

Les prix des produits importés en diminueront d'autant.

Voici, résumé schématiquement, ce que les techniques syndicales mises à jour pourront accomplir dans les tout premiers moments de la période transitoire, confondu avec la période d'affaiblissement et d'agonie des forces de l'Etat et des institutions militaires.

Les fédérations industrielles et agricoles représentées dans un conseil économique national d'une part, les syndicats des communes fédérées de l'autre, seront les vases communicants d'une activité économique et administrative dont les niveaux s'élèveront sous la poussée du progrès, de l'adaptation et du rayonnement.

## GRUPPO ANARCHICO ALBA DEI LIBERI F.A.I., SAN REMO

### Colonie "Marie-Louise Berneri"

La nécessité de soustraire les enfants de nos camarades dans le besoin aux diverses œuvres d'assistance intéressée, en leur offrant une aide fraternelle qui ne demande pas à être payée en conformisme et en obéissance est apparue à plusieurs d'entre nous. Nous avons songé à une colonie qui, au moins pendant l'été, pourrait accueillir un groupe d'enfants à nous, leur offrant la nourriture et l'air pur dans des conditions de liberté.

L'initiative ainsi conçue par un groupe de camarades de la Romagne, s'est rencontrée chemin faisant avec la proposition d'un groupe de camarades qui cherchaient comment honorer la mémoire de Marie-Louise Berneri, par un œuvre libre et bienfaisante qui serait associée à son nom.

De la sorte est née l'idée de combiner les deux initiatives, ce qui serait un moyen de donner à la Colonie un caractère surmontant les limites nationales. Marie-Louise Berneri, par le pays où elle est née, par les pays où elle a vécu, par le nom qu'elle a ainsi porté dignement dans sa trop courte existence, par sa fonction d'animatrice en contact avec des anarchistes du monde entier, peut en faire exprimer le sens même de l'anarchisme international.

En lui dédiant cette expérience anarchiste, nous sommes certains de constituer un point de rencontre entre nos amis de tous les pays, qui tous, certainement auront à cœur d'aider le groupe initiateur italien.

C'est de cette manière que se présente le projet de créer la Colonie Marie-Louise Berneri, établie en Italie et ouverte aux enfants des anarchistes de tous les pays.

Nous avons la satisfaction de dire que l'idée commence à assumer des formes concrètes.

Grâce à l'effort des camarades de Romagne et d'autres parties de l'Italie, et avec l'aide du Comité Marie-Louise Berneri de Naples (qui a décidé, d'accord avec celui de Londres, de verser la somme de 75.000 liras rassemblée jusqu'à l'heure présente) on a procédé à l'acquisition d'un terrain dans la région de Cosenza.

Actuellement, on s'efforce d'y jeter les bases de la Colonie, de telle façon qu'elle puisse entrer en fonctionnement le plus tôt possible, ne serait-ce qu'en cet été.

Rassembler la somme de 200.000 liras, prix d'achat du terrain, a constitué un effort considérable pour des anarchistes qui n'ont ni profits ni rentes à dépenser avec facilité. Maintenant, il s'agit d'affronter une tâche encore plus grande : bâtir. Ensuite viendra le mobilier, etc.

Le comité administrateur de la colonie pense, pour aller au plus pressé, qu'il convient de terminer d'abord une partie des bâtiments en vue du démarrage rapide de l'œuvre, quitte à compléter les années suivantes le projet total. Ce qui importe avant tout est l'installation d'un foyer bien établi, avec des tentes pour le logement des enfants et des services.

Tout ce travail demandera encore des mois et des mois.

C'est pourquoi nous envoyons cet appel à tous les militants, et à tous ceux qui comprennent l'utilité et la beauté d'une pareille initiative.

Le programme de la Colonie comporte les points principaux que voici :

1° Elle accueillera des enfants de

camarades de toute l'Italie, en choisissant parmi les demandes (puisqu'il n'y aura pas moyen, malheureusement de faire place à tous) en raison de l'urgence même de chaque cas ;

2° Elle recevra comme hôtes, en plus des pupilles de l'œuvre, des fils de camarades de toute l'Italie et des autres pays susceptibles de payer une mensualité raisonnable ou de contribuer de toute autre façon aux dépenses de la Colonie ;

3° Les enfants recevront, non seulement le logement, le bon air et une saine nourriture, mais aussi l'assistance médicale et éducative.

En ce qui concerne la construction et le fonctionnement, nous pouvons déjà donner les précisions suivantes :

4° Un caramade, qui est un architecte de valeur, s'est engagé à faire gratuitement les plans de l'édifice, de manière à pouvoir le construire en plusieurs fois, et utiliser aussitôt les parties terminées ;

5° Plusieurs camarades maçons, de diverses parties de l'Italie, se sont offerts à donner un certain nombre de journées de travail gratuites pour le gros-œuvre ;

6° L'approvisionnement de la Colonie en vivres serait assuré en bonne partie par les contributions spontanées des camarades agriculteurs de la région, qui nous ont offert leurs produits dans ce but ;

7° Quelques camarades médecins et éducateurs, et quelques mères de famille, sont déjà disposés à fournir de même leur travail pour l'aide sanitaire et éducative de la Colonie.

L'initiative est en bonne voie. La mener à bien regarde tous les camarades, qui, nous en sommes certains, donneront tout ce qu'ils pourront. Nous avons confiance dans leurs sentiments de solidarité, et c'est pourquoi nous sommes certains d'arriver à réaliser notre projet.

Le Comité Initiateur

Adresse : Viera Caimmi Simoncelli, à Cosenza (Forlì), Italie, ou « Volontà » Casella postale 348, Naples, Italie.

**Lecteurs,**  
**LE LIBERTAIRE**  
est en vente partout  
Achetez-le chaque semaine  
au même marchand

## SOLIDARITÉ

Notre bon camarade, Guittou du groupe de Lille est gravement malade. Que chacun fasse un petit geste.

Solidarité ! Envoyez les fonds à : Steelandt Pierre, 28, rue de la Clot, Lille, C.G.P., 1695-62-Lille.

Après le décès de notre bon camarade Hoche Mourant, sa compagne âgée se trouve grandement démunie. Tous les amis et lecteurs du LIB se feront un devoir d'aider la compagne d'un militant.

Envoyez les fonds à : G. Laureys 30, rue F. Ferrer, à Fives-Lille, C.G.P., Lille 16-50-66.

## JOLIOT-CURIE : Support publicitaire

(Suite de la première page)

sur l'attitude assez écoeuvante de Joliot-Curie, qui en l'espace d'un an a « évolué » au même rythme que les relations russo-américaines. Et comme ce savant est en France, et qu'aux U.S.A. son crédit politique était déjà fortement entamé, il ne lui restait plus qu'à donner des gages à ceux qui demain pourraient être ses maîtres, Passons.

Ces considérations nous donnent une liberté plus grande pour stigmatiser le geste d'un gouvernement dont la sujétion aux U.S.A. ne connaît plus de limites. Depuis plusieurs mois, les pressions allaient en augmentant : il faut que la France calque sa conception politique de la guerre froide sur celle des U.S.A. ; il faut éliminer les Staliniens. Le premier pas est fait.

Tactique grossière, absurde, bien digne de ce totalitarisme yankee qui n'ose dire son nom ! Bidault et son équipe sont tombés dans le panneau ; ils apportent de l'eau au moulin de Staline.

De toute part, des protestations s'élèvent surtout chez les intellectuels qui, on le sait, en politique, sont d'une incroyable myopie. Et le P.C.F. de se réjouir.

Quant à la presse bien pensante, emboîtant le pas au gouvernement, elle veut nous faire prendre des vessies pour des lanternes et « Zoé » pour une usine d'armes atomiques. Mauvais prétexte, s'il en fut. A qui fera-t-on croire que la France est capable de construire des bombes nucléaires ? Et le serait-elle, où sont les armées susceptibles d'arrêter le ruch de 200 divisions russes et par conséquent d'éviter que les installations atomiques ne tombent dès les premiers jours de guerre au pouvoir des Soviets ?

Non, à travers Joliot-Curie, on n'a pas visé le « traître en puissance », on a visé l'homme politique, on a virtuellement admis le délit d'opinion.

L'éviction du savant est une opération politique qui se solda à l'avantage du parti stalinien, et ouvre au gouvernement le chemin de tous les arbitraires. Ne nous

y trompons pas : aujourd'hui, eux ; demain, les autres : tous ceux qui refusent de participer à la course aux armements, tous ceux qui ne prennent parti ni pour l'Est, ni pour l'Ouest, et entendent combattre les impérialismes par la révolution, c'est-à-dire nous.

Jean CLARI.

### NICE

Lecteurs ! Sympathisants ! un groupe de « jeunes syndicalistes révolutionnaires et libertaires » vient d'être fondé. Venez vous y joindre ! Vous y trouverez la libre discussion, la libre confrontation des idées. Ecrivez dès maintenant au « Libertaire » qui transmettra.

# FEDERATION ANARCHISTE

## La Vie des Groupes

### POUR LE CONGRES NATIONAL — LE LIEN —

Le Lien, n° 10, de février, ainsi que le n° 11 d'avril sont parus.

Ainsi qu'il ressort des dernières décisions du Comité Interrégional, les secrétaires ou trésoriers régionaux en assurent la diffusion à leurs groupes respectifs.

Secrétaires de groupes, réclamez-les à votre secrétaire régional.

### 2° REGION

PARIS-XIII. — Renseignements et adhésions, écrire à Jean Griveau, 7, impasse Prévost, Paris-XIII.

PARIS-XIV. — Réunion, local habituel, mercredi 3 mai, de tous les militants. Présence indispensable. Ordre du jour : Congrès national.

ALFORTVILLE. — Le groupe se réunit tous les vendredis, à Maisons-Alfort, 49, rue Jean-Jaurès, autobus 161, descendre vers la gare.

### 2° REGION

LEVALLOIS-ENVIRONS, PARIS-XVII. (Groupe Durruiti)

• Réunions deuxième et quatrième mercredi, chaque mois.

• Prochaine réunion, mercredi 9 mai, à 21 heures, au « Vieux Normand » (face métro Rome).

• Les sympathisants sont toujours les bienvenus.

• GROUPE DE LIVRY-GARGAN. — Réunion le lundi 8 mai, à 21 heures, petite salle Nolze, en face le stade autobus 147, descendre (Mairie). Discussion et motions pour le Congrès de la F.A. Présence de tous indispensable.

• MONTREUIL. — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris. Métro : Robespierre.

### AMIS DU « LIB »

Une bonne soirée vous attend ! organisée par la 2° région de la F. A., le Samedi 27 mai, à 20 h. 30.

Une sensationnelle soirée avec le concours de nombreux artistes, suivie d'un grand bal avec orchestre réputé.

8° REGION  
Le Congrès régional aura lieu à Lyon le dimanche 7 mai, 60, rue Saint-Jean. Les groupes sont invités à écrire au secrétaire régional.

### LYON

Cercle d'Etudes des Jeunes Anarchistes, 33, rue des Chartroux, au 3° sous les toits. Tous les jeudis, de 20 à 22 heures. Croix-Rousse, Lyon.

FAVERGES-SEYTHENEX. — Le groupe anarchiste de Faverges se réunira le samedi 29 avril, à 18 h. 30, à l'Hôtel des Gourmets. Les camarades d'Ugine, Doussard et environs sont cordialement invités. Pour toute correspondance, s'adresser à Bonnevie André, à Seythenex, qui fera le nécessaire provisoirement.

### 9° REGION

BORDEAUX. — Permanence tous les dimanches, de 9 à 10 heures, au Service de Librairie, Vieille Bourse du Travail, 42, rue Lalande.

### 12° REGION

AVIGNON. — Rendez-vous champêtre. — Le Groupe interdépartemental invite, tous les sympathisants et les militants anarchistes F.A. et syndicalistes C.N.T. à se rendre d'un élan commun, le lundi 29 mai, à 10 heures du matin, à 2 km. de Beauséjour, route de Remoulins, derrière la distillerie du bord du Rhône. Une affiche du « LIB » indiquera le lieu où l'on devra s'arrêter sur la route. Les sympathisants avignonnais pourront se faire inscrire après la conférence de Zinopolous, qui se tient le 19 mai, ceci pour faciliter le déplacement. Venez tous passer une agréable journée dans un cadre merveilleux de la nature. Pour le Groupe interdépartemental d'Avignon.

### BALDY.

SAINT-HENRI-MARSEILLE. — Les camarades habitant la Vallée de Sèon désirant adhérer au groupe local de la F.A., doivent s'adresser : Permanence tous les samedis, de 18 à 19 h. dimanche, de 10 à 12 heures, Bar Sport, Saint-Henri, Demandez les camarades Signoret ou Coussinier.

MARSEILLE-SAINT-ANTOINE. — Le groupe anarchiste « Liberté » informe les sympathisants de la localité que le groupe a constitué une bibliothèque et qu'elle met celle-ci à la disposition de tous ceux qui s'intéressent à l'anarchisme et aux questions sociales.

S'adresser pour tout ce qui concerne la dite bibliothèque et le groupe à Perotti, traverse des Fabrettes, à N-Dame-Limite, Marseille.

NICE. — « Construire la Paix », tel est le sujet que traitera notre camarade Roger-A. Paon, le 4 mai, à 21 heures, salle du premier étage, Café de Lyon, avenue de la Victoire, au cours d'une causerie suivie d'un débat public.

Certains renseignements nous étant nécessaires pour l'organisation du département, tous les camarades isolés et les sympathisants des A.-M. sont priés, sans engagement de leur part, de vouloir bien se mettre au plus tôt, en rapport avec F.B.-BAND, Café du Centre, 10, rue Clément, à Nice.

## RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

### 2° REGION

PARIS-XVIII. — Groupe Louise-Michel  
Jeudi 4 mai, à 20 h. 30  
SALLE DE L'OLYMPIC  
20, rue Léon  
(Métro : Barbès - Château-Rouge)

Histoire anecdotique de la presse de la Libération par François AGRY

### \*

### 4° REGION

### NANTES

Groupe Francisco Ferrer  
Mercredi 10 mai, à 20 heures 30  
Salle Colbert, rue Colbert  
Pie XII contre Staline  
Orateur : A. Lapeyre

### \*

### 8° REGION

### LYON

Samedi 6 mai, à 20 h. 30  
Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta  
1er Etage

La gestion ouvrière est-elle possible ?  
Orateur : Joyeux

### \*

9°, 10°, 11° et 12° REGIONS  
TOURNEE ZINOPOLOUS

## « IL FAUT CHOISIR »

entre les solutions d'un monde qui s'écroule ou les espoirs en un monde nouveau.

### BORDEAUX

le jeudi 4 mai 1950, à 21 heures à l'Athénée Municipal

### LA REOLE

Vendredi 5 mai 1950

Consultez les affiches

### ALBI

Dimanche 7 mai, à 15 heures

Salle de la Justice de Paix

### TOULOUSE

Lundi 8 mai, à 21 heures,

Salle du Sénéchal,

17, rue de Rémusat

### BEDARIEUX

Lundi 15 mai, à 17 heures 30

Maison du Peuple

### BEZIERS

Mardi 16 mai, à 21 heures

Maison du Peuple

### MONTPELLIER

Mercredi 17 mai, à 21 heures

(Voir affiches)





# CULTURE ET RÉVOLUTION



Les classiques  
de l'anarchisme

## BAKOUNINE

Les quelques pages que nous avons extraites du « Préambule pour la seconde livraison de l'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale » résumant admirablement la pensée de Bakounine sur le socialisme libertaire et le socialisme autoritaire. Ecrite en 1871, elles conservent, ainsi que beaucoup d'autres de notre grand devancier, une valeur permanente. Elles permettent aussi de constater que Bakounine, loin d'être l'apôtre de la « destruction universelle » comme l'affirment tant d'imbéciles genre Hélène Iswolsky, était un constructeur dont le sens humain peut difficilement être surclassé.

Rappelons à nos lecteurs qu'il se définissait toujours comme « socialiste révolutionnaire » ou « collectiviste révolutionnaire », et que ceux que l'on appelait alors communistes étaient les marxistes qui représentaient, à cette époque, la tendance, déjà vieille, du socialisme autoritaire.

Je suis un chercheur passionné de la vérité et un ennemi non moins acharné des fictions maléfiques dont le parti de l'ordre, ce représentant officiel, privilégié et intéressé de toutes les turpitudes religieuses, métaphysiques, politiques, juridiques, économiques et sociales, présentes et passées, prétend se servir encore aujourd'hui pour l'abêtir et asservir le monde. Je suis un amant fanatique de la liberté, la considérant comme l'unique milieu au sein duquel puissent se développer et grandir l'intelligence, la dignité et le bonheur des hommes; non de cette liberté toute formelle, octroyée, mesurée et réglementée par l'Etat, mensonge éternel et qui en réalité ne représente jamais rien que le privilège de quelques-uns fondé sur l'esclavage de tout le monde; non de cette liberté individualiste, égoïste, mesquine et fictive, prônée par l'école de J.-J. Rousseau, ainsi que par toutes les autres écoles du libéralisme bourgeois, et qui considère le soi-disant droit de tout le monde, représenté par l'Etat, comme la limite du droit de chacun, ce qui aboutit nécessairement et toujours à la réduction du droit de chacun à zéro. Non, j'entends la seule liberté qui soit vraiment digne de ce nom, la liberté qui consiste dans le plein développement de toutes les puis-

sances matérielles, intellectuelles et morales qui se trouvent à l'état de facultés latentes en chacun; la liberté qui ne reconnaît d'autres restrictions que celles qui nous sont tracées par les lois de notre propre nature; de sorte qu'à proprement parler, il n'y a pas de restrictions, puisque ces lois ne nous sont pas imposées par quelque législateur du dehors, résidant soit à côté, soit au dessus de nous; elles nous sont immanentes, inhérentes, constituent la base même de tout notre être, tant matériel qu'intellectuel et moral; au lieu donc de trouver en elles une limite, nous devons les considérer comme les conditions réelles et comme la raison effective de notre liberté.

J'entends cette liberté de chacun qui, loin de s'arrêter comme devant une borne devant la liberté d'autrui, y trouve au contraire sa confirmation et son extension à l'infini; la liberté illimitée de chacun par la liberté de tous, la liberté, par la solidarité, la liberté dans l'égalité; la liberté triomphante (1) de la force brutale et du principe d'autorité qui ne fut jamais que l'expression idéale de cette force, la liberté qui, après avoir renversé toutes les idoles célestes et terrestres, fondera

(1) Lisez « qui triomphe de » (N. de la R.).

et organisera un ordre nouveau, celui de l'humanité solidaire, sur les ruines de toutes les Eglises et de tous les Etats.

Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices et librement organisées et fédéralisées dans les communes, et par la fédération tout aussi spontanée des communes, mais non par l'action suprême et tutélaire de l'Etat.

C'est là un point qui divise les socialistes ou collectivistes révolutionnaires des collectivistes autoritaires partisans de l'initiative absolue de l'Etat. Leur but est le même; l'un et l'autre parti veulent également la création d'un ordre social nouveau fondé uniquement sur l'organisation du travail collectif, inévitablement imposé à chacun et à tous par la force même des choses, à des conditions économiques égales pour tous et sur l'appropriation collective des instruments de travail.

Seulement les communistes s'imaginent qu'ils pourront y arriver par le développement et par l'organisation de la puissance politique des classes ouvrières et principalement du prolétariat des villes, à l'aide du radicalisme bourgeois, tandis que les socialistes révolutionnaires, ennemis de tout alliage et de toute alliance équivoque, pensent, au contraire, qu'ils ne peuvent atteindre ce but que par le développement et par l'organisation de la puissance non politique, mais sociale, et, par conséquent, antipolitique des masses ouvrières tant des villes que des campagnes, y compris tous les hommes de bonne volonté, des classes supérieures, qui, rompant avec tout leur passé, voudraient franchement s'adjoindre à eux et accepter intégralement leur programme.

De là, deux méthodes différentes. Les communistes croient devoir organiser les forces ouvrières pour s'emparer de la puissance politique des Etats. Les socialistes révolutionnaires s'organisent en vue de la destruction, ou, si l'on veut un mot plus poli, en vue de la liquidation des Etats. Les communistes sont les partisans du principe et de la pratique de l'autorité, les socialistes révolutionnaires n'ont de confiance que dans la liberté. Les uns et les autres également partisans de la science qui doit tuer la superstition et remplacer la foi, les premiers voudraient l'imposer; les autres s'efforceront de la propager afin que les groupes humains, convaincus, s'organisent et se fédèrent spontanément, librement, de bas en haut, par leur mouvement propre et conformément à leurs réels intérêts, mais jamais d'après un plan tracé d'avance et imposé aux masses ignorantes par quelques intelligences supérieures.

C'est maître de conférences de vingt-cinq ans, qui enseigne — depuis deux ans! — la philosophie grecque et latine à l'Université de Tübingen n'a pas qu'une corde à son arc. Il est aussi spécialiste des littératures américaines et européennes, et écrivain. « Le Monde des accusés » (Plon éd.), est son second ouvrage. Le début de son roman pourrait nous faire croire que la « convocation » qu'il reçoit est la même source que celle de l'arrestation du « Château » de Kafka ou plutôt que son roman va être de la même veine que « La Princesse ». Sans aucun doute l'auteur a pris à Kafka un ton, une atmosphère, mais son accusé n'est plus proche, car il est beaucoup plus situé par rapport à notre propre destin. « De la dernière guerre, un seul état, tout puissant à vrai dire, avait échappé. Cinq ans après la fin, ils détruisirent les Eglises... puis les Universités... Les procès s'ouvrirent un an après la victoire. » Voilà un début qui nous situe le procès du dernier accusé dans un temps et un monde que nous pouvons imaginer beaucoup plus aisément. La rencontre de Walter Sturm avec « Le Juge », sommet de la hiérarchie de l'Autorité, donne à Walter l'occasion de reprendre le thème du Grand Inquisiteur, des « Frères Karamazov » de Dostoïevski, en lui imprimant sa marque personnelle. Mais cette Autorité n'est plus celle de l'univers de Kafka, ou du moins elle apparaît moins lointaine, puisqu'elle s'exprime souvent par des banderoles comme : « Celui qui est malade par sa faute n'a pas droit au travail. Mais il est un espoir et c'est la traduction littérale du titre allemand qui nous le donne, titre que les éditeurs n'ont pas cru devoir nous rendre entièrement : « Nous, le monde des accusés ! » Car s'il se fait et que le juge refuse, la machine ne s'arrêtera plus.

Pour les survivants, le passé est un poids trop lourd pour le traîner avec soi et ce livre est le moyen qu'a choisi Marc Dvorjetski pour essayer de libérer sa conscience qui lui demande : « Allons, parle : comment es-tu resté vivant quand des millions d'être humains sont morts ? »

## DU ROLE UTILE et du remplacement de l'Etat

par Gaston LEVAL

On nous a souvent posé, on nous pose et on nous posera encore longtemps la question suivante : par quoi remplacerez-vous l'Etat? Et, en ce qui me concerne, j'ai, pendant presque toute ma vie de militant, répondu comme répondent la plupart de mes camarades : « L'Etat ? Nous ne le remplacerons pas. Nous le détruirons, tout simplement. Il a été de tout temps un facteur nocif pour la société. Nous ne voulons pas prolonger la nocivité ».

Mais quand j'ai appris à regarder au-dessus des idées trop générales et des affirmations trop catégoriques, la réalité des faits sociaux, historiques et actuels, j'ai dû modifier quelque peu ma pensée. L'Etat n'accomplit pas que des fonctions nocives. Au cours de l'histoire il a aussi, sur une moindre échelle, joué un rôle utile. Entre la négation absolue de l'utilité de ses fonctions, ou de certaines de ses fonctions, et l'affirmation absolue de sa bienfaisance, il y a une

différence qui vaut d'être examinée. Le Service d'Etudes Economiques de la Société des Nations a publié, en 1932, une étude sur les dépenses principales des gouvernements centraux en marge desquels, dans certains pays, agissaient et dépendaient des gouvernements provinciaux ou d'Etats provinciaux. Les chiffres alors publiés me semblent refléter la réalité et la proportionnalité de ce que l'Etat représente de bon et de mauvais quant à la partie quantitative de son effort. Je ne m'occupe pas de la partie qualitative dont l'analyse nous ferait aboutir à un complément de dévalorisation.

Voici comment, de 1913 à 1928, c'est-à-dire pendant un laps de temps suffisant pour qu'on en puisse tirer des conclusions certaines, se répartissent le pourcentage des principales dépenses de ses gouvernements :

Pays	Année	Guerre	Dettes publiques	Inst. publique	Prévoyance sociale	Charges de guerre
Belgique	1913	27 %	32 %	9 %	7 %	—
»	1925	14 %	29 %	6 %	7 %	30 %
»	1928	10 %	31 %	7 %	7 %	29 %
France	1914	42 %	19 %	9 %	5 %	—
»	1925	13 %	34 %	6 %	2 %	31 %
»	1928	16 %	26 %	6 %	2 %	26 %
Gde-Bretagne	1912-13	52 %	10 %	5 %	11 %	—
»	1925-26	19 %	48 %	1 %	8 %	18 %
»	1928-29	17 %	51 %	1 %	9 %	14 %
Italie	1913-14	33 %	24 %	5 %	1 %	1 %
»	1925-26	19 %	30 %	4 %	3 %	16 %
»	1928-29	23 %	26 %	4 %	3 %	11 %

De toutes ces dépenses, celles affectées à la prévoyance sociale et à l'instruction publique peuvent être réellement classées comme utiles. Ajoutons dans la dette publique, la part qui se rapporte aux frais causés par l'établissement, le développement ou le maintien des services publics. Mais de toute façon, on peut affirmer qu'en moyenne les trois quarts des dépenses des Etats modernes étaient, avant la deuxième guerre mondiale, destinées à couvrir les dettes de l'Etat, les dettes de guerre et la préparation à la guerre future. « En général, écrivait Francesco Nitti (1), après avoir analysé les budgets officiels de France et d'Angleterre, les mêmes proportions entre les différentes dépenses se retrouvent dans les plus grands pays : de sorte qu'on finit par se demander si vraiment la politique internationale a réalisé les progrès dont nous nous vantons nous-mêmes. Dans presque tous les Etats d'Europe, 65, 70 et même 75 % des recettes servent à couvrir les dépenses pour la constitution ou des dépenses militaires ; ce qui reste disponible pour des fins de droit, de civilisation ou de bien-être, représente une proportion passablement faible ».

Donc de nos jours les trois quarts des activités de l'Etat sont destinées à des fins antisociales. Et encore faudrait-il séparer, dans ce qu'on dépense pour les travaux publics, pour l'industrie, etc., ce qui est destiné à préparer les guerres nouvelles ; puis il faut tenir compte que le pourcentage des dépenses utiles était auparavant beaucoup plus faible : c'est avec le progrès général de la société que l'Etat se voit obligé de réserver une partie croissante de ses dépenses pour des fins sociales utiles. Mais naturellement, il le fait en prélevant l'argent nécessaire, qu'il emploie le plus souvent d'une façon désastreuse — sous forme d'impôts directs ou indirects, et il rend à la société beaucoup moins qu'il ne lui a pris.

(1) Traité des Finances.

Néanmoins, on ne peut nier la partie de dépenses utiles faite par l'Etat. Même s'il pouvait, et s'il peut employer mieux l'argent qu'il nous prend, il n'en est pas moins, dans la plupart des pays, l'organisateur de l'instruction publique, élémentaire, secondaire et supérieure ; dans la plupart des pays c'est lui qui a fait construire et continue de faire construire les routes et les canaux ; souvent il a financé, ou fait financer la construction des chemins de fer en garantissant aux capitalistes l'argent qu'ils investissent (cas de l'Espagne, de l'Argentine, etc.) quand les peuples n'étaient pas encore assez développés, ni assez organisés pour entreprendre collectivement ces travaux.

Si nous prenons les statistiques isolées, sans faire de comparaison et sans chercher à en faire, simplement pour examiner la valeur qu'elles ont en elles-mêmes, nous constatons qu'en 1938 l'Etat dépensait en France 1.467 mil-

Pour que vive le « Libertaire »  
C. C. P. 5561-76 Joulin

lions pour la santé publique (hôpitaux, sanatoria, dispensaires, etc.), 573 millions pour le développement de l'agriculture, 4.129 millions pour l'éducation Nationale, 935 millions pour la marine marchande, 1.728 millions pour les travaux publics et 5.000 millions pour le paiement de pensions, militaires et civiles, qui, très souvent, allaient en aide à des personnes que des circonstances spéciales rendaient incapables de travailler.

Depuis la fin de la guerre, l'étendue des nationalisations n'a fait que compliquer le problème (il avait déjà pris une tournure beaucoup plus grave dans des pays comme l'Italie ou l'Etat fasciste éliminant systématiquement le capitalisme privé et prenant sous sa gérance l'économie industrielle).

Théoriquement, l'Etat a pour but de faire ce que les particuliers, isolés ou même groupés, et quelquefois l'ensemble de la population, ne savent ou ne peuvent pas faire. Il doit avoir une vision générale des besoins de la nation, de sa nécessité de progrès et, par la puissance des moyens dont il dispose, entreprendre ce qui n'est pas possible au capital privé, soit qu'il manque de ressources, soit que l'entreprise n'est pas rentable en soi.

Il est indiscutable que, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'instruction publique était réclamée par les minorités avancées, bourgeoises ou populaires, de la population, mais dans l'ensemble, le gros des masses populaires n'en comprenait nullement la nécessité. Et particulièrement dans les régions arriérées du globe, il aurait fallu et il faudrait encore bien longtemps pour convaincre les parents de la nécessité d'envoyer leurs enfants à l'école, non seulement parce que leur ignorance leur fait méconnaître l'utilité de l'instruction, mais par l'habitude prise d'utiliser les en-

fants pour l'accomplissement de travaux domestiques ou dans la lutte pour l'existence. L'instruction obligatoire qu'une société libertaire saurait aussi imposer, a donc été un bienfait.

Autre exemple : quand, dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Argentine commença à s'organiser, il lui fallut « conquérir le désert », c'est-à-dire développer l'agriculture dans les vastes Pampas, peupler les immenses inhabitées ou seulement parcourues par des Indiens nomades et sauvages. Or, les particuliers n'avaient ni les ressources, ni l'audace, ni le sens de l'entraide nécessaires pour réaliser cette œuvre qui fut faite par l'initiative des hommes d'Etat et avec les ressources dont l'Etat pouvait disposer. Faustino Sarmiento, qui en fut le grand animateur, vit venir des Etats-Unis, d'Angleterre, de France, des capitaux, des ingénieurs, des matériaux pour construire des voies ferrées, et dans les vastes étendues incultes lancer des trains, construire des gares autour desquelles apparurent les villages et s'organisa la vie économique.

Cette collaboration ou cette initiative de l'Etat se retrouve dans le développement de l'agriculture, des transports, de l'industrie aux Etats-Unis. L'Etat n'a pas entrepris, mais il a aidé à entreprendre, il a conseillé et souvent financé. Enfin, dernier exemple universel, la vaccination antivaricelleuse obligatoire sans laquelle des centaines de milliers de personnes seraient mortes et continueraient de mourir.

(A suivre).

### THEATRE

## L'équarissage pour tous

BORIS VIAN a failli faire une satire extraordinaire en nous contant le mariage de Marie, fille de l'équarisseur d'Arromanches. Malheureusement pour faire un nouveau « Père Ubu » on doit travailler assez sérieusement sur son sujet. Or nous constatons dans sa comédie un certain laisser-aller. Pourtant les temps actuels méritent bien une pochade qui fasse grincer les dents et pétrifie de honte tous les guignols en place. Aux Noctambules il y a des passages de haut comique, et de la mise en boîte, mais il manque le ton vengeur et pamphlétaire que réclame un tel sujet. Cette satire prend trop l'aspect d'une branquignolade pour garder la virulence nécessaire et cingler vraiment les destinataires. La comédie anarchiste annoncée sur l'affiche reste encore à écrire et j'espère qu'elle trouvera un auteur.

Il est tout de même réconfortant d'assister au débarquement tel qu'il se reconstruit rue Champollion. Les occupants, les vieux occupants, et les civils américains U.S.A. sont égarés joyeux-sans avec entrain et malgré mes réserves, je suis heureux que Vian ait commencé à casser les vitres.

Une bonne part de la réussite est due à la mise en scène et à la qualité de l'interprétation. André Raybax a droit à toute la reconnaissance de l'auteur. Il a autour de lui des artistes étonnants, mais je ne puis les citer tous. Je ne peux cependant passer sous silence Mmes Catherine Thot, Nicole Jonsco, Zanie Campan et l'inénarrable Yette Lucas.

La soirée se termine par un curieux acte, plein de qualités, de Audubert. « Sa Peau » devra s'inscrire tôt ou tard au répertoire du Grand Guignol. Le sujet très original permet à Raybax de faire une étonnante composition de vieille vedette tenant le milieu entre notre Cécile nationale et la folle de Chaillet.

AGRY.

On a eu l'idée de remplacer la tyrannie d'un seul par la tyrannie anonyme de plusieurs. Le bénéfice n'en est pas éclatant. Contre le simple citoyen sans autre appui que son droit à la vie, les gouvernants de toute dénomination, des plus modérés aux plus révolutionnaires, ont toujours fini par conclure un accord profitable : nous en avons présentement un tel exemple sous les yeux.

G. CLEMENCEAU.

Historie des Borghia, 100 fr. (130 fr.) ; L'Eglise et la Sorcellerie, 45 fr. (75 fr.) ; Le Christ légendaire n'a jamais existé, 10 fr. (20 fr.) ; Petite histoire de la Libre Pensée en 1848, 25 fr. (35 fr.) ; — Fredonnet ; La malveillance du clergé chez les prêtres, 15 fr. (25 fr.) ; — Louis Hobe ; Morale de l'Eglise ou Morale laïque, 15 fr. (25 fr.) ; — Louis Hériot ; L'Etat ne doit pas subventionner l'école du mensonge, 40 fr. (55 fr.) ; — Lucien Le-foyer ; Le Vrai Jésus, 60 fr. (75 fr.).

Cette semaine vous pouvez lire  
**LA CONDITION INHUMAINE**  
Cinq ans dans les camps de concentration soviétiques de Jules MARGOLINE  
630 fr. Franco 675 fr.

## LES LETTRES

### Ghetto à l'Est

par Marc DVORJETSKI

### Le monde des accusés

par Walter JENS

C'est n'est pas un récit de bataille comme « Stalingrad », ce n'est pas non plus une description des camps nazis comme « Passage de la ligne » ou stalinistes comme « La Condition Inhumaine » et pourtant cela procède de ces deux genres. « Ghetto à l'Est » est la tragédie du Ghetto de Vilna. Dès l'arrivée des Allemands, le processus d'extermination méthodique commence. D'abord, on marque la population juive avec la rouelle, puis on la parque dans le ghetto afin de mieux l'avoir à sa merci et la salir davantage en introduisant au milieu d'elle-même les venins de toute communauté qui vit entassée, sous le coup d'une condamnation à mort. Ensuite, on découpe des tranches de population que l'on fusille dans les environs de Vilna, en éliminant d'abord ceux qui ne travaillent pas, ceux qui ne possèdent pas ce « schéin » (certificat de travail) que l'auteur appelle justement « le droit de vivre ». Pour éviter la « fraude », on change constamment ce « droit de vivre » de couleur et c'est alors la lutte pour ce morceau de papier qui donne droit à la vie, en plus de celle pour le pain, qu'on échange quelquefois pour du cyanure. Mais à côté de tout cela, au sein même de cet enfer, les Juifs organisent les écoles, l'hôpital, le théâtre, dans une fraternité et un amour qui s'exerce, malgré tout, dans l'imédiat, jusqu'au jour où chacun accepte l'idée de la résistance à cette mort absurde, choisissant la mort dans le combat. Cette révolte se fera au moment de la liquidation complète du ghetto et on assiste alors à un véritable combat qui se soldera par la mort, mais une mort d'un autre genre.

Pour les survivants, le passé est un poids trop lourd pour le traîner avec soi et ce livre est le moyen qu'a choisi Marc Dvorjetski pour essayer de libérer sa conscience qui lui demande : « Allons, parle : comment es-tu resté vivant quand des millions d'être humains sont morts ? »

C'est maître de conférences de vingt-cinq ans, qui enseigne — depuis deux ans! — la philosophie grecque et latine à l'Université de Tübingen n'a pas qu'une corde à son arc. Il est aussi spécialiste des littératures américaines et européennes, et écrivain. « Le Monde des accusés » (Plon éd.), est son second ouvrage. Le début de son roman pourrait nous faire croire que la « convocation » qu'il reçoit est la même source que celle de l'arrestation du « Château » de Kafka ou plutôt que son roman va être de la même veine que « La Princesse ». Sans aucun doute l'auteur a pris à Kafka un ton, une atmosphère, mais son accusé n'est plus proche, car il est beaucoup plus situé par rapport à notre propre destin. « De la dernière guerre, un seul état, tout puissant à vrai dire, avait échappé. Cinq ans après la fin, ils détruisirent les Eglises... puis les Universités... Les procès s'ouvrirent un an après la victoire. » Voilà un début qui nous situe le procès du dernier accusé dans un temps et un monde que nous pouvons imaginer beaucoup plus aisément. La rencontre de Walter Sturm avec « Le Juge », sommet de la hiérarchie de l'Autorité, donne à Walter l'occasion de reprendre le thème du Grand Inquisiteur, des « Frères Karamazov » de Dostoïevski, en lui imprimant sa marque personnelle. Mais cette Autorité n'est plus celle de l'univers de Kafka, ou du moins elle apparaît moins lointaine, puisqu'elle s'exprime souvent par des banderoles comme : « Celui qui est malade par sa faute n'a pas droit au travail. Mais il est un espoir et c'est la traduction littérale du titre allemand qui nous le donne, titre que les éditeurs n'ont pas cru devoir nous rendre entièrement : « Nous, le monde des accusés ! » Car s'il se fait et que le juge refuse, la machine ne s'arrêtera plus.

### RELIGION ET CLERICALISME

Jean Jaurès : L'Eglise et la Laïcité, 40 fr. (50 fr.) ; J. Cottereau : Le Complot clérical, 40 fr. (50 fr.) ; L'Eglise et elle collabora ? 40 fr. (50 fr.) ; L'Eglise et Pétaïn, 120 fr. (150 fr.) ; La Cité sans Dieu, 75 fr. (105 fr.) ; — S. Faure : Les Douze Preuves de l'Inexistence de Dieu, 15 fr. (25 fr.) ; La Fausse Rédemption, 15 fr. (25 fr.) ; L'Imposture religieuse, 230 fr. (260 fr.) ; Les Crimes de Dieu, 20 fr. (30 fr.) ; L'Eglise a menti, 50 fr. (80 fr.) ; La Naissance et la Mort des Dieux, 50 fr. (80 fr.) ; — V. Hugo : Le Christ au Vatican, 15 fr. (20 fr.) ; Il vendit Jésus-Christ, 25 fr. (35 fr.) ; — Han Ryner : L'Eglise devant ses juges, 150 fr. (180 fr.) ; Les Laideurs de la Religion, 30 fr. (40 fr.) ; La Cruauté de

## ETUDES ANARCHISTES

Notre no 6 accuse un certain retard. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs. Nous pensons pouvoir en faire l'expédition sous quelques jours.

### Sommaire du numéro 6

1. Révision ? Editorial.  
2. Leaders et Auto-organisation. — Fontaine.  
3. Syndicalisme vivant. — Parane.  
4. La technique de la Distribution socialiste. — Leval.  
Abonnements. — France : 5 numéros : 175 francs ; 10 numéros : 350 francs.  
— Etranger : 5 numéros : 200 francs ; 10 numéros : 400 francs.  
— Le numéro : 40 francs.  
Vermesse : C.C.P. 7418-03 Paris, Vincennes, 170, rue du Temple, Paris (2<sup>e</sup>). L'adresse de Vincennes n'est valable que pour les versements. Toute la correspondance doit être adressée à R. JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris

## SERVICE DE LIBRAIRIE

L'Eglise, 30 fr. (40 fr.) ; — Mussolini : L'Homme et la Divinité, 30 fr. (45 fr.) ; — A. Loriot : Les Jésuites, 30 fr. (40 fr.) ; L'Eglise contre les Travailleurs, 30 fr. (45 fr.) ; L'Eglise et la Limitation des Naissances, 50 fr. (80 fr.) ; Les Secrets des Jésuites, 30 fr. (45 fr.) ; Lourdes, 30 fr. (40 fr.) ; Les Crimes de l'Inquisition, 30 fr. (45 fr.) ; L'Eglise et la Guerre, 100 fr. (130 fr.) ; L'Eglise et l'Amour, 100 fr. (130 fr.) ; La Bible Comique, 200 fr. (245 fr.) ; La Vie Comique de Jésus, 200 fr. (245 fr.) ; Histoire des Papes, 250 fr. (295 fr.) ; La Vérité sur la Salette, 25 fr. (35 fr.) ; Un Mois chez les Curés, 20 fr. (30 fr.) ; Pour ou Contre la Franco-Magonnerie, 50 fr. (65 fr.) ; La Libre Pensée au Micro, 60 fr.

(90 fr.) ; La Vérité sur la « Vierge de Boulogne », 12 fr. (17 fr.) ; — Abecassis : La Honte des Siècles, 150 fr. (180 fr.) ; V. Veignaud : Histoire sincère des Religions, 150 fr. (180 fr.) ; — L. Fraterrot : Les Progrès du Clericalisme, 20 fr. (30 fr.) ; Sottises et Erreurs du Catéchisme, 40 fr. (55 fr.) ; — Deux Zeltes : La Tyrannie Cléricale, 20 fr. (30 fr.) ; E. Herriot : La Vie de Michel Servet, 30 fr. (40 fr.) ; — G. W. Foot : Histoire des Vierges Mères, 50 fr. (65 fr.) ; — P. Langevin : La Libre pensée et la Science, 15 fr. (25 fr.) ; — Moutier-Rousset : Le Christ a-t-il existé, 75 fr. (105 fr.) ; — A. Fica : La question juive, 20 fr. (30 fr.) ; — Lesigne : L'Irreligion de la Science, 165 fr. (196 fr.) ; — Abbé Rasi-

bus : Les Aventures d'un Auvergnat et d'un Parisien à Lourdes, 200 fr. (230 fr.) ; D. Diderot : La Religieuse, 150 fr. (195 fr.) ; — P. J. Froudhon : Le Christianisme et l'Eglise, 30 fr. (45 fr.) ; Dieu c'est le Mal, 30 fr. (40 fr.) ; — Voltaire : Ecrasons l'Infâme, 125 fr. (155 fr.) ; — XX. : Les Livres secrets des Confesseurs, 400 fr. (445 fr.) ; — M. Boll : Pourquoi y a-t-il encore des croyants, 15 fr. (25 fr.) ; — Deur Spehl : La Création, 60 fr. (90 fr.) ; Lourdes et la suggestion, 60 fr. (90 fr.) ; — Abbé Turmel : La Bible expliquée, 125 fr. (155 fr.) ; Le Suiare de Turin, 60 fr. (90 fr.) ; Les Religions, 125 fr. (155 fr.) ; — J. Marestan : L'Impudicité religieuse, 100 fr. (130 fr.) ; — Abbé J. Claraz : La Faillite des Religions, 150 fr. (180 fr.) ; Le mariage des prêtres, 160 fr. (190 fr.) ; — Cetremony : Religion et Sexualisme, 125 fr. (155 fr.) ; — Chamilly : Lettres d'Amour d'une Religieuse, 100 fr. (130 fr.) ; — J. Bossu :

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

### CHANSONS - POESIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.) ; — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.) ; Poèmes russes de Boris Pasternak, 100 fr. (130 fr.) ; Le Romancero de la Libertad, 90 fr. (105 fr.) ; — A. Gorion : Cris de Révolte, 45 fr. (60 fr.) ; — Marcel Rioutard : Un Jour viendra, 135 fr. (150 fr.) ; — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.) ; Christian Gali : L'Air de loin, 200 fr. (240 fr.) ; — Léo Campion : A toutes fins utiles, 125 fr. (140 fr.) ; — Jehan Ric-tus : Les Soliloques du Pauvre, 345 fr. (400 fr.).



Brins de muguet

## 1<sup>er</sup> MAI DE CAPITULATION

**P**OUR que ce 1<sup>er</sup> Mai 1950 soit moins triste que ne le font les organisations ouvrières, le Gouvernement laisse tomber trois sous dans l'escarcelle du sans-travail. L'allocation-chômage passe à 210 francs. A chacun son brin de muguet. Ces 210 francs sont un avertissement : on prévoit, dans les sphères dirigeantes, une augmentation sensible du « volant » de chômage dans les mois qui viennent. On force donc l'allocation, préventivement, afin de crever dans l'œuf quelques possibles « désordres ». Paternalisme, condescendance, et prudence. Ce faisant, on peut arguer, au surplus, que cette augmentation évite le marasme du petit commerce, dans une certaine mesure.

Et, pendant ce temps, la C.G.T. organise la mascarade de la Bastille à la Nation, musique en tête. La C.F.T.C. invite ses adhérents, dans les transports parisiens, à faire grève. Ainsi que F.O. La C.G.T., elle, travaille... pour qu'il y ait du monde au défilé ! La F.N.S.A. (Autonomes) reste muette. Tirons l'échelle : c'est la pagaie la plus complète.

Triste 1<sup>er</sup> Mai, pauvre conscience ouvrière, petits responsables. Le réconfort nous vient des usines Michelin, où les ouvriers refusent de capituler, après deux mois de grève. Splendide exemple de fermeté dans la lutte, menée, il faut le reconnaître, par la C.G.T. et la C.F.T.C. Mais que fait-on pour les soutenir ? Le prolétariat solidaire fait... des collectes. Cette bataille acharnée ne trouve d'autre écho, parmi la classe ouvrière, que quelques billets de mille.

Qu'est-ce qu'on attend pour venir à leur secours par une grève générale ? Qu'est-ce qu'on attend pour obtenir du même coup les 40 heures ?

Ah ! vous, les pontifes de gauche, d'extrême gauche, du centre et du demi-centre du syndicalisme, la ferme avec vos discours de 1<sup>er</sup> Mai, vos palabres stériles autour d'un cheveu coupé en quatre. Mettez-vous d'accord une bonne fois et fichez-nous la paix. Ce n'est pas du vent qu'il nous faut.

DES ACTES.

Fernand ROBERT.

## Réponse à un évêque

**A**PRÈS l'analyse du tract « A propos des grèves », il ressort que le porte-parole de l'Eglise n'apporte rien de nouveau, ni à l'économie ni au social, et que l'auteur s'est attaché surtout à faire ressortir la présence de l'Eglise en faisant appel à la compréhension et à la solidarité des Chrétiens.

Pour nous, la question des hommes de bonne volonté ne peut être tranchée dans un monde basé économiquement, socialement, sur le profit et l'égoïsme, pour nous il n'est pas question de changer de régime afin de remplacer une équipe d'escrocs politiques par une autre équipe d'escrocs politiques, car certains gros bourgeois catholiques sont assez bornés pour ne pas comprendre que la « démocratie » et le « syndicalisme » chrétiens constituent à l'heure actuelle le dernier et le plus solide rempart de leurs privilèges et de leurs conforts. Ils n'ont pas besoin de conseils, ni de l'Eglise, ni de ses représentants, pas plus que ceux d'un quelconque général. Ils n'ont pas besoin d'un système économique et social ayant fait son temps en Allemagne pour se terminer comme nous savons, pas plus que d'un socialisme à la sauce russe, car tous deux ont eu la même raison d'être et la même structure, la dictature de l'Etat, sa hiérarchie, et sa bureaucratie.

Pour conclure, nous ne confondons pas entre les fonctionnaires des deux Eglises (la stalinienne et la catholique) et nos camarades de travail communistes et chrétiens, que nous saluons fraternellement.

Un groupe de syndicalistes libertaires.

### CHEZ LES FONCTIONNAIRES

## Hierarchie dégressive

Dans la tribune libre de la Nouvelle tribune des fonctionnaires (F.O.) nous avons remarqué un intéressant article : A chacun selon ses besoins, de S. Chevet. En voici les traits les plus caractéristiques dont l'idée directrice est la « hiérarchisation dégressive » des augmentations de salaire, dont le but évident est de rétrécir l'écart entre les pouvoirs d'achat des différentes classes de producteurs :

« Certes, notre mouvement syndical est partisan de la défense des avantages acquis et le maintien des indices — la conservation des salaires propres à chaque catégorie — rentre dans ses attributions.

Mais il est aussi vrai que la solidarité envers nos camarades les plus défavorisés est un des devoirs le plus constant de notre organisation. D'ailleurs, les indices de salaires partant aujourd'hui d'un minimum vital défini, on comprend aisément que l'établissement de ce minimum, au taux le plus élevé possible, doit être la première et la plus constante de nos revendications, celle qui déterminera les autres, celle qui servira de marchepied à toutes les autres.

Or, le budget mis à notre disposition est si resserré qu'il apparaît actuellement impossible de satisfaire à la fois aux exigences du principe hiérarchiste et au relèvement substantiel du traitement de nos camarades des petites catégories. Si l'augmentation sollicitée par nous est fixée à l'indice 5 %, les plus modestes fonctionnaires gagnant par exemple 15.000 francs par mois, obtiendront une augmentation de 750 francs, ce qui leur laissera un traitement dérisoire, alors qu'un fonctionnaire touchant 40.000 francs par mois — traitement qui lui permet de vivre tout de même — se verra attribuer 2.000 francs.

Et pourtant, les besoins des premiers sont plus pressants que ceux des seconds qui, sans avoir des revenus de « magnats », peuvent plus facilement attendre des jours meilleurs.

La justice, la solidarité, l'intérêt bien compris de tous, car les auxiliaires, qui sont nombreux, appuieront d'autant plus l'action de leurs camarades titulaires que ceux-ci auront su prendre en considération leur situation actuelle, doit inviter notre syndicat à réclamer pour tous une prime unique non hiérarchisée.

Et à ceux qui ont encore le respect des valeurs graduées, nous proposerons alors une augmentation dont la hiérarchisation sera dégressive, ce

# LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

A L'AVANT-GARDE DE LA RÉVOLUTION

## La grève gestionnaire

### V. - Vers la coordination

« Il ne s'agit pas de détruire les choses mais de changer le sens de leur rotation. »

par JOYEUX

**L**ORSQUE nous définissons l'action concrète, réaliste, moderne, que nous proposons pour suppléer aux méthodes désuètes, à l'aide de cette formule, paradoxale d'apparence, : « la grève gestionnaire », nous associons les deux formes d'action qui contiennent en elles seules toutes les possibilités de la classe ouvrière : la grève arme de combat, la gestion, action constructive qui doit être le fruit de ce combat, nous ne les dissociions plus, nous les accolons, pas simplement à travers une formule mais dans l'action.

La grève gestionnaire, c'est l'arrêt de travail accompli pour le patron, c'est donc la grève, mais c'est la reprise immédiate de ce travail pour le compte et sous la direction des travailleurs eux-mêmes, c'est donc la gestion. La grève gestionnaire, c'est l'élimination d'un ou deux des bénéficiaires de la production d'une entreprise en faveur du troisième : les ouvriers.

Nous avons vu, dans de précédents articles, la faiblesse des modes de gestion autre que celle que nous proposons. Nous avons vu également qu'aucune impossibilité majeure n'empêchait une transformation de l'organisation de l'économie. Aujourd'hui, notre « slogan » a fait son tour dans le monde syndical. Mais si la grève gestionnaire est rentrée dans le stade long mais positif de la discussion, les controverses sont surtout nombreuses et passionnées quant à ses possibilités d'application à l'échelle d'une seule entreprise.

Pour ma part, et en dehors de la grève générale gestionnaire qui est l'objet principal de cette étude, je crois que, dans certains cas, je ne dis pas dans tous les cas, la grève gestionnaire à l'échelle de l'entreprise et pour l'obtention de revendications « mineures » peut avoir une efficacité supérieure à la grève ordinaire.

1<sup>o</sup> Dans une industrie de fabrication dont les stocks de marchandises fabriquées, ou ceux de matières servant à cette fabrication (alimentation, bâtiment, etc...) représentent une part importante de la valeur totale de l'entreprise. Dans ce cas, une grève gestion-

naire limitée à cette seule entreprise si elle s'effectue obligatoirement après l'épuisement du stock, représente pour le patron une telle perte de capital que l'augmentation des salaires qui ne joue que sur le profit, lui paraîtra bien préférable. On comprend que la conclusion d'une telle grève serait pour le patron une victoire à la Pyrrhus et que quelques expériences de ce genre risquent de le conduire à la soupe populaire.

2<sup>o</sup> En cas de lock-out.

Personne n'ignore que les grèves sont réprimées au nom « de l'intérêt national » ! toujours mis en avant par les pouvoirs publics pour justifier la répression. Mais lorsque c'est le patron qui ferme son entreprise, c'est le fameux intérêt national est tout autant mis en péril que lorsque ce sont les travailleurs qui occupent les usines. Et dans ce cas-là, si les ouvriers s'appuyaient sur le raisonnement des pouvoirs publics eux-mêmes, pour exiger la remise en route de l'usine sous leur contrôle en attendant qu'un accord soit intervenu entre les partis en présence, on peut être certain que les solutions seraient plus rapidement trouvées et que l'Etat comme le patron y regarderait à deux fois avant de permettre une telle expérience.

3<sup>o</sup> Dans certaines administrations, dont les transports, une grève gestionnaire partielle axée sur la gratuité du service aurait vite fait de faire plier les reins à l'Etat patron (1). Enfin, dans un grand service comme les mines, moins astreint qu'une industrie de transformation aux nécessités multiples de l'approvisionnement et artère principale de la fabrication nationale, un essai pourrait être fructueux.

Mais il est bien entendu qu'il ne s'agit là que de l'un des aspects de la grève gestionnaire qui a les avantages et les inconvénients de la grève classique, et dont la supériorité la moins discutée paraît être de toucher le patronat à son endroit le plus sensible : le porte-monnaie ! Cet aspect de la grève gestionnaire mérite tout de même d'être examiné avec attention, car sa portée de propagande est grande et quelques grèves gestionnaires bien menées dans des industries judicieusement choisies feraient plus par son étaleme que des tonnes de littérature.

\*

La grève gestionnaire pour pouvoir jouer avec le maximum d'efficacité doit être généralisée. Mieux, par essence même, toute grève gestionnaire aura tendance à se généraliser pour la raison bien simple que l'interdépendance des industries en régime capitaliste obligera une entreprise en grève à préconiser un débrayage en chaîne de toutes les industries connexes. D'ailleurs la généralisation de la grève gestionnaire est le seul moyen de lui faire franchir le cap difficile du stock et d'assurer le réapprovisionnement régulier. Cela, tout le monde le sent bien, et c'est ce qui explique que pour les travailleurs, le grand problème à régler reste le problème de la coordination, et pour les sceptiques, l'écueil sur lequel nous devons buter !

Si l'on regarde une carte économique du pays, on s'aperçoit que telles les cartes géographiques de notre enfance, elle est striée de lignes horizontales et de lignes verticales. Sur une mappemonde, ces lignes sont les latitudes et les longitudes, et dans les figures géométriques qu'elles composent en se croisant s'inscrivent toutes les caractéristiques du pays. En bien, sur la carte économique du pays, ces lignes s'appellent le syndicalisme horizontal (union locale, union départementale, confédération nationale ou internationale) et le syndicalisme vertical (syndicat, fédération de métier, internationale d'industrie). Toute la production, le transit, le commerce s'inscrivent également dans la grille formée par les organisations syndicales.

L'organisation syndicale se calcule, mieux, se superpose exactement à toute l'organisation économique, épouse ses situations, double toutes ses activités de son activité particulière, aujourd'hui revendicatrice, mais demain gestionnaire.

Il n'est pas une activité des hommes, aussi infime soit-elle, qui n'ait en regard un organisme syndical dont le but est de la contrôler, et qui, par conséquent, est parfaitement au courant de son fonctionnement et susceptible de la remplacer.

Donc, par nature, l'organisation syndicale a non seulement les contours de l'économie actuelle, mais encore est parfaitement au courant de ses rouages et des particularités de son fonctionnement, et ce qui est vrai pour les syndicats l'est également pour les innombrables coopératives qui sillonnent le pays. Eh bien, c'est cet organisme syndical qui doit être l'élément coordinateur au cours d'une grève gestionnaire. Sa structure alourdie, qui gêne son action

révolutionnaire, est au contraire un élément positif de ses possibilités dans le domaine de l'organisation.

Prenons l'exemple d'un teinturier marseillais qui, pour chauffer son fer, a besoin de charbon extrait par un mineur du Nord. En cas de grève gestionnaire, la coordination qui permettra à ce charbon de traverser le pays, épousera le même contour que l'organisation patronale ou étatique qui lui fait effectuer aujourd'hui ce voyage nécessaire. Ce qui changera, c'est l'esprit qui anime ce transit. C'est l'organisme qui s'en chargera. L'un étant basé sur le profit que toutes les opérations doivent rapporter aux capitalistes ou à l'Etat, est dirigé par des exécutants nommés chefs, et commandant ces opérations suivant leurs intérêts et ceux de leurs patrons. L'autre basé sur l'intérêt général dirigé et contrôlé par l'organisation syndicale correspondante à chacune des opérations du premier.

C'est à l'Union départementale du Nord, remplaçant les Chambres de commerce ou tous autres services d'Etat, que reviendra la répartition du charbon extrait. C'est le syndicat des mineurs remplaçant le patron ou l'Etat à qui reviendra l'organisation de cette extraction. C'est la Fédération des Cheminots remplaçant la S.N.C.F. et à son syndicat remplaçant le réseau P.L.M., que reviendra la responsabilité du transport. C'est l'Union départementale des Bouches-du-Rhône et l'Union locale de Marseille remplaçant les organismes actuels, qui réceptionnera, puis distribuera le charbon arrivé du Nord à chaque syndicat corporatif et celui des teinturiers fera tout naturellement parvenir à l'artisan dont nous parlions plus haut, le charbon nécessaire à son repassage.

« Co-charbon », il aura suivi le même chemin pendant la grève gestionnaire qu'en économie capitaliste. Les manipulations auront été les mêmes. L'organisme syndical qui s'en sera chargé aura la même structure que celui existant aujourd'hui. La seule différence technique véritable sera qu'au lieu de contrôler, à tous les échelons, dans tous les détails, l'organisme patronal ou étatique, il le remplacera. De syndicat revendicatif, il sera devenu gestionnaire.

Prétendre que « techniquement » cela soit impossible, c'est prétendre qu'aujourd'hui cette coordination capitaliste n'existe pas, ce qui serait absurde.

Et on peut ajouter à cela que les in-

nombrables coopératives, quel que soit leur caractère actuel, sont susceptibles d'être pareillement transformées, non dans leur structure, mais dans leur esprit, de manière à écouler les marchandises produites. On s'aperçoit que le problème de la coordination ne paraît insoluble qu'à ceux qui se figurent que la gestion ouvrière fait table rase de toutes les constructions techniques de l'économie capitaliste, de tout ce que les hommes ont inventé pour faciliter les échanges !

Mais non, la grève gestionnaire, ce n'est pas la destruction des choses ! C'est la destruction de l'esprit rétrograde qui anime ces choses ! C'est le remplacement de l'esprit partiel par l'esprit collectif qui préside à la coordination pour le remplacer par l'esprit collectif. C'est le remplacement des décisions d'un seul par celle de tous les participants aux diverses phases des manipulations successives.

\*

Nous avons vu que la gestion ouvrière était une obligation de l'amplification économique. Nous avons vu que les déficiences techniques pouvaient être comblées. Nous venons de voir que l'organisme de coordination existait et qu'il accomplissait dans le « vide », à « blanc », ce que nous lui demanderons de faire en cas de grève gestionnaire.

Il reste naturellement deux problèmes à examiner.

D'abord, les hommes voudront-ils changer leur rapport avec l'économie ? Et s'ils le veulent, le pourront-ils ? L'appareil de répression interviendrait-il ?

C'est ce que nous dirons dans le dernier article d'une série qui n'a pas pour ambition de clore un problème qui, au contraire, demande à être étudié à fond, qui n'a pas pour comme condition de s'avancer que des méthodes d'actions « irréfutables », mais qui, au contraire, doivent être étudiées, voire remises en question, par d'autres méthodes, s'ils s'en trouvent, et qui ne souhaitent tout simplement qu'être un coup d'œil général sur un problème qui n'a été envisagé qu'à travers des détails propres à chaque corporation.

(à suivre)

### A LA S.N.C.F.

## STALINIENS, R.P.F. & C<sup>ie</sup> bonnet blanc, blanc bonnet

**P**OUR avoir droit à la retraite l'agent de la Société Nationale des Chemins de fer français doit avoir 55 ans d'âge et compter 25 années d'affiliation à la Caisse des Retraites, c'est-à-dire 25 ans de service y compris la durée des services militaires obligatoires qui sont incorporés dans ce temps. En cas de décès de l'agent la retraite est réversible sur la veuve.

En Russie Soviétique les cheminots prennent leur retraite à 60 ans, avec vingt-cinq années de service et la réversibilité de la retraite sur la tête de la veuve n'existe pas.

C'est en partant de cet exemple et pour mettre les cheminots français au pas sur le régime stalinien que les députés communistes ex-cheminot Midol, Dupuy et Mocquet ont demandé dernièrement que l'âge de la retraite des cheminots français soit repoussé à 60 ans.

Midol, Dupuy et Mocquet, députés communistes stalinien et anciens cheminots ont déposé sous le n° 8926 un projet de loi ainsi libellé :

**ARTICLE UNIQUE** : La loi du 21 juillet 1909 sur les conditions de retraite des agents des Chemins de Fer est modifiée ainsi qu'il suit :

« Il est inséré entre le premier et le deuxième paragraphe de l'article 10 les dispositions suivantes : « Lorsque des modifications générales seront apportées aux salaires et traitements des agents et ouvriers de la S.N.C.F., les taux de pensions des agents retraités seront également modifiés dans les mêmes conditions. »

« Les règlements des retraites devront prévoir ces modifications. Ils devront contenir toutes les dispositions qui sont contenues dans la loi du 20 septembre 1948 et dans le décret qui en assure l'application. »

La loi du 20 septembre 1948 fixe les conditions de départ en retraite

des fonctionnaires à 60 ans, calculée en 1/60<sup>e</sup>.

Cette proposition n'aurait étonné personne si elle était venue de la part d'un R.P.F. quelconque ou du patronat.

Mais si elle renverse les chemins venant de députés stalinien, elle ne nous surprend pas, nous anarchistes, parce que nous savons et nous l'avons déjà dit : entre les Staliniens, le patronat et les fascistes il n'y a aucune différence.

Quel jeu jouent les Staliniens ? Ils votent les crédits de guerre pour l'Indochine et font un ramdam de tous les diables contre la guerre du Viet-Minh.

Ils proposent la retraite à 60 ans et font faire des mouvements politiques aux travailleurs.

Ils font bien le jeu du patronat, du R.P.F., du gouvernement et du fascisme.

Raymond BEAULATON.

### C. N. T.

**FORD-POISSY**. — Nous demandons à tous les camarades sympathisants de bien vouloir se joindre à nous en vue d'intensifier l'action syndicale. S'adresser à R. Spelmann, Département 2610, Rectif.

### EDUCATION NATIONALE

Nous avons annoncé la semaine passée, en fin de l'article de notre camarade Charles, que nous donnerons des précisions sur les responsabilités des partis à propos des réductions de crédit de l'Education Nationale.

L'abondance des matières nous contraint de reporter notre article.

N.D.L.R.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-20

### LE PATOIS A L'ÉCOLE

Notre article sur le « Patois à l'école » nous a valu un courrier substantiel où les jugements les plus divers s'opposent.

Il ne nous est pas possible de donner à ce problème intéressant toute la place que nous désirerions. Toutefois, et pour rassurer ceux de nos correspondants qui s'élèvent contre le « centralisme » linguistique, nous voulons préciser que nous nous sommes élevés contre le patois, français déformé, et non contre des langues qui, comme le basque, le provençal, etc..., ont été le support d'œuvres folkloriques de valeur.

Toutefois, et pour ces dernières, nous pensons que leur conservation relève plus des « Académies provinciales » que de l'enseignement primaire, et si telles les vieilles pierres qui jalonnent le pays, elles doivent être conservées précieusement, pas plus que celles-ci elles ne peuvent servir à la construction de l'édifice moderne.

N.D.L.R.

Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER !

Merci